

## Vie des partis politiques/Réveil républicain/A propos des mesures d'austérité du gouvernement

# Marc Tchango : "Ces mesures traduisent la nécessité de penser économie, emploi et prospérité..."

Guy-Romuald MABICKA  
Port-Gentil/Gabon

LES récentes mesures gouvernementales pour assainir les finances publiques continuent de susciter des réactions. Si certains les jugent "inopportunes et impopulaires", d'autres les apprécient et les saluent. Dans ce dernier registre, le président du parti Réveil républicain a d'ailleurs fait une déclaration dans ce sens, samedi dernier. Pour Marc Tchango, la crise économique que traverse le Gabon est due à plusieurs facteurs, tant endogènes qu'exogènes. « Si la baisse des cours du pétrole sur le marché international a gravement affecté la capacité de l'Etat à générer des ressources susceptibles de lui permettre de pourvoir au mieux aux besoins de son

développement, il faudra aussi inscrire à l'ordre des facteurs de la crise le retard historique, enregistré dans les efforts de diversification de l'économie nationale après le boom pétrolier des années 70 », a-t-il analysé. Avant d'expliquer que "la crise que nous vivons ne se limite pas à des facteurs conjoncturels. Elle porte en elle le témoignage d'une défaillance structurelle consacrée pendant des décennies. Cette défaillance n'est pas seulement à trouver dans la structure de notre économie historiquement dépendante du pétrole, mais aussi dans la mentalité qui a longtemps été celle du Gabonais". Ajoutant que "notre économie de rente a, des décennies durant, engendré chez nous une mentalité de rente et de contentement face à l'existant. Le sens de l'initiative, l'esprit d'entreprise et le



Photo : Julie Nguimbi

Jeune chef d'entreprise, Marc Tchango s'adressant à des personnalités de toutes catégories venues l'écouter.

sens du risque nous ont longtemps fait défaut". Bien enraciné dans le milieu des affaires, Marc Tchango a rappelé dans sa déclaration que, depuis 2009, les plus hautes autorités du pays ont clairement affiché une volonté de changer la donne, en

établissant la nécessité, voire l'urgence d'une diversification économique qui serait facteur d'employabilité accrue et de prospérité partagée. Assurant que "le Gabon dispose de secteurs potentiellement à forte valeur ajoutée et qui n'attendent que nous".

Tout en reconnaissant que des efforts ont été consentis ces dernières années, il pense néanmoins que, à ce jour, ils sont insuffisants. « Il nous faut redoubler de vigueur pour stimuler, notamment, le secteur privé dans lequel se trouve l'avenir de l'emploi et de la croissance. Si nous voulons renforcer le secteur privé, il nous faudra procéder à une lutte acharnée contre les mauvaises pratiques qui plombent la dynamique économique vertueuse que seules permettent les valeurs de transparence et de responsabilité dans la décision et l'exécution des décisions publiques », a-t-il soutenu. Tout comme, a-t-il ajouté, il est indispensable de mettre davantage de clarté dans l'organisation de l'administration publique. « C'est manifestement dans ce sens que s'inscrivent les der-

nières mesures annoncées par les autorités gabonaises. Je salue ces mesures aussi bien en ma qualité d'opérateur économique qu'en tant qu'acteur politique car, elles traduisent une nécessité : penser l'économie, l'emploi et la prospérité en dehors du seul secteur public », a-t-il argumenté. Une analyse que partage Jean-Robert Moussavou, cadre dans l'administration publique : « J'ai l'habitude de dire que la Fonction publique ne crée pas la richesse, elle effrite les budgets. C'est plutôt la fonction privée qui crée la richesse. Il faut que le gouvernement mette en œuvre les conditions d'intéressement à la culture des affaires pour les nationaux, en commençant par le soutien de celles qui existent déjà, en leur accordant des renforcements de capacités. »

### Grand angle

## Bannir les privilèges et donner l'exemple

RAD  
Port-Gentil/Gabon



Photo : Julie Nguimbi

Les Port-gentillais entre crainte que la situation économique se dégrade et l'espoir de voir les gouvernants redresser la barre.

C'EST au cours du Conseil des ministres du 29 juin dernier que le président de la République, Ali Bongo Ondimba, a qualifié de "tournant historique" le virage qu'effectue actuellement le Gabon dans la gestion de ses ressources et la rationalisation du fonctionnement de son administration. Si les mesures annoncées peuvent sembler difficiles, à juste titre, selon Marc Tchango, chef d'entreprise, il nous faudra constater qu'elles s'imposent si nous voulons éviter l'enlisement. Pour lui, nos compatriotes doivent se poser la question simple de savoir que faire face à la crise qui nous affecte. Indiquant que nous n'avons que deux choix possibles. « Soit nous ne réformons pas en profondeur pour garantir le statu quo, soit nous décidons d'agir malgré la douleur des réformes pour assurer à la communauté des lendemains meilleurs. Rien ne sert de nous attarder plus que de raison sur les erreurs du passé. Le plus important doit être la préparation de l'avenir, d'un avenir économique meilleur, gage d'un avenir social meilleur », croit-il. Non sans souligner que "la réduction de près de moitié des établissements publics personnalisés et des agences publiques, l'interdiction de voyager en classe affaires pour les déplacements en avion en dehors

des membres du gouvernement et assimilés, l'interdiction d'acquiescer des véhicules de plus de 30 millions de F.CFA, l'audit de la masse salariale, les décotes applicables aux rémunérations par catégories et la réduction des effectifs des cabinets des ministres sont à saluer". D'autant que ces mesures relèvent du simple bon sens. « La confiance que j'ai dans la volonté des plus hautes autorités à mettre réellement en œuvre les mesures édictées se trouve renforcée par le constat que la première institution du pays vient de donner l'exemple en décidant de la remise à disposition de leurs administrations d'origine ou de la Direction générale des ressources humaines de 40% des personnels nommés à la présidence de la République », se persuade-t-il. A l'en croire, "si nous voulons que ces mesures donnent lieu à un appel d'air dans le secteur privé, il faudra, simultanément à l'application des décisions par lesquelles nous entendons faire des économies, que le gouvernement œuvre inlassablement et avec détermination à une régulation équilibrée de ce secteur

privé pour lequel il faut garantir des conditions de transparence dans l'accès aux marchés ou encore dans le recouvrement des taxes et impôts. Ce ne serait que renforcer la pertinence de la réduction des délais de création d'entreprises au Gabon". Par ailleurs, pense Marc Tchango, le règlement de la dette intérieure doit aussi se poursuivre, tout en intégrant un spectre plus large d'opérateurs locaux. « L'initiative du Club de Libreville est très louable, mais force est de constater qu'elle ne concerne pas encore tout le monde, vu que les créances qui y sont prises en compte sont planchées à des montants parfois bien supérieurs aux créances de nombreux petits opérateurs gabonais. La garantie de la paix sociale exige que nous pensions dès à présent à des mesures additives », dit-il. Pour conclure, il insiste sur l'idée que les virages structurels sont toujours douloureux, en ce qu'ils imposent des changements auxquels il faut s'adapter, bon gré mal gré. « Afin que nos compatriotes les comprennent davantage et les acceptent, il faudra veiller scrupuleusement à leur ap-

plication rigoureuse, de manière à ce que tous contribuent à l'effort inhérent au

redressement des finances publiques et de la situation économique du pays. Aussi,

faut-il bannir les privilèges et donner l'exemple encore et toujours », a-t-il lancé.



**AVIS D'APPEL D'OFFRES**  
\*\*\*\*\*

L'Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA) lance un **Appel d'Offres National pour les projets énumérés ci-dessous au profit de sa Représentation au Gabon**. Il s'agit notamment des projets ci-après :

- i- Réhabilitation de la plateforme du CVOR à Port-Gentil;
- j- Réhabilitation du magasin centrale à Libreville;
- k- Réhabilitation des bâtiments techniques sur l'aérodrome de Mvengué ;
- l - Réhabilitation du nouveau bloc technique sur l'aérodrome de Libreville ;
- m - Réhabilitation de la tôlerie et du châssis des véhicules SLI sur les aérodromes de Libreville et Mvengué (02 lots).

Le Dossier d'Appel d'Offres (DAO) de chaque projet énuméré ci-avant peut être retiré au Siège de la Représentation de l'ASECNA, sis sur la route de l'aéroport international Léon MBA - Boulevard Georges RAWIRI, contre une somme non remboursable de deux cent (200 000) mille francs CFA à partir des dates suivantes :

**Le 09 juillet 2018 pour les projets i) ; j) ; k) et le 30 juillet 2018 pour le projet l) ; m).**

Les candidats intéressés devront se munir d'une clé USB neuve en vue du retrait du dossier sollicité. Pour toute information prière de composer le 05-54-38-85/05-54-38-80/05-18-22-22.

Les dates et heures limites de remise des offres au Secrétariat de Monsieur le Représentant de l'ASECNA auprès de la République Gabonaise sont fixées comme suit :

- Le 10 août 2018 pour les projets i) ; j) ; k) à 12h00, heure locale ;
- Le 31 août 2018 pour le projet l) ; m) à 12h00, heure locale.

Aucune offre arrivée hors délai ne sera acceptée. L'ouverture des plis en séance publique devant les soumissionnaires (ou leurs représentants) qui le désirent, aura lieu aux mêmes dates de remise des offres à 13 heures, heure locale.

**Le Directeur Général**